L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

NOUVELLE-ORLEANS.

JEUDI 3 AVRIL 1879.

Compagnie de la Loterie de l'Etat de la Louisiane

CONTRE

Allen Jumel et J[illegible]

[illegible] Louisiane:

La [illegible] Loterie de l'Etat [illegible] établie et organ[illegible] l'Etat de la Louisiane, domiciliée à la Nlle-Orléans, [illegible], citoyens de [illegible] Charles T. Howard, [illegible] du Mississippi, présentement [illegible], la leur, à la dite Cour [illegible] Greffier Allen Jumel, J. J. [illegible] Sheehan, Ernest Miller, [illegible] James W. Falls, James W. Pedesclaux, Moailli, Charles G. Johnson, [illegible] H. Keller, Jules Déjean, Edward A. Palfrey, Thomas N. Beylan, Frederick Geis, citoyens de l'Etat de la Louisiane, et aussi la ville de la Nlle-Orléans, corporation de cet Etat.

1—Sur quoi vos pétitionnaires se plaignent et disent : Que l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane en 1868, à sa dernière session sous la constitution de 1868 adopta cette même année, et après l'adoption du quatorzième amendement de la constitution des Etats-Unis, comme son premier acte législatif, le 11 août 1868, passa une loi intitulée : "Pour augmenter les revenus de l'Etat et pour autoriser l'incorporation et l'établissement de la Compagnie de loterie de l'Etat de la Louisiane et pour rappeler certaines lois maintenant en vigueur."

Laquelle devint loi et fut promptement [illegible] comme la loi No 25, le 22 août 1868, des actes de la session législative ensuite, et sous trouvé page 24 des actes auquel acte vos pétitionnaires se réfèrent comme une partie de ce bill comme s'il était répété dans la présente.

2—Vos pétitionnaires se plaignent en outre et disent que la compagnie de loterie de l'Etat de la Louisiane fut organisée et établie, conformément au susdit acte, à la Nlle-Orléans, et a continué depuis la date précitée, sous le dit acte, à tenir et exécuter ce que le dit acte autorisait à faire et même le réquérait. Elle paya, le 1er janvier 1869, la somme de dix mille piastres à l'Auditeur d'Etat, et de même somme trimestriellement au premier jour de chaque trimestre jusques au 1er janvier 1879 inclusivement, les paiements n'étaient en tout à plus d'un million de piastres, ayant pleine confiance dans la validité de la concession comme constituant un contrat commutatif entre l'Etat de la Louisiane et ladite compagnie de Loterie, par lequel les deux parties étaient liées comme il est dit dans la présente et dé-

[illegible] avancent que [illegible] ont été [illegible] dans les allocations de [illegible] dans le dessein d'objets d'éducation et de [illegible] lesquels les besoins étaient pressants et pour lesquels il y avait des demandes constantes.

4—Vos pétitionnaires en outre se plaignent et disent que jusqu'au 1er avril du courant (1879) il n'y a eu aucun refus d'aucun versement, mais que le susdite faculté en recevant l'argent n'a pas été montrée envers les autres concessions dans l'acte quant au droit seul et exclusif de tirer des loteries et de disposer des billets par loterie ; que dans un acte approuvé le 6 mars 1876, acte No 31 des actes de la session de janvier 1876, et publié page 54, l'assemblée générale sanctionna les ordonnances de la ville de la Nouvelle-Orléans et encouragea et autorisa un plan ouvertement et impudemment inauguré pour payer toutes les dettes de la Nouvelle-Orléans, montant à 25 millions de piastres, avec des billets de loterie, chacun de vingt piastres avec un intérêt de 5 p. 0/0, jusqu'à ce qu'un prix fut tiré—rien ne devant être payé excepté comme résultat d'un tirage d'une roue de loterie.

L'heureux porteur avait une chance de paiement à chaque tirage non soulement de son propre billet, mais encore et séparé de son billet un lot de cinq mille piastres jusqu'à vingt.

Cet [illegible] d'abord à 5,000,000 dans le [illegible] également [illegible] en sus ou au dessus de [illegible] énoncés dans les billets. L'attrait [illegible] la fascination de profits alléchants étaient ainsi entretenus pour donner valeur aux billets et pour communiquer un charme à ces [illegible] investissements [illegible] de la ville. Huit années de paiement n'ont reconnu aucune obligatoire et tous les autres moyens de paiement ont été déserté comme indignes de ces actes d'améliorations progressives.

Mais vos pétitionnaires sentiennent que les droits accordés à la compagnie de loterie de la Louisiane en vertu de l'acte par cet acte et que la ville a fait toutes choses distinctes, et a supposé qu'elle en serait un autre le 15 avril de cette année.

5.—Vos pétitionnaires en outre se plaignent et disent que l'exemption conférée par l'acte à la connaissance du gouvernement de l'Etat et de l'Assemblée générale et du gouvernement de ville et leur fut également comme une infraction au droit de la compagnie de loterie.

Vos pétitionnaires en outre se plaignent et disent qu'un autre acte passé par l'Assemblée Générale de l'Etat à passé en août No 44 du même session commencant en février 1879, et approuvé le 27 mars 1879. Les deux premières sections de l'acte contiennent un appel de la loi No 25 de 1868, pour l'incorporation de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et de toutes les autres lois passées dans l'intérêt de la dite Compagnie et ont abolit la dite corporation, et les sections subséquentes de l'acte lui interdit ainsi qu'à l'autres de tirer aucune loterie, ou de vendre aucun billet en connaissance pleine ayant une connexion quelconque avec la loterie ou billets de loterie, ou d'être interessés dans ces plans, ou de vendre aucun billet ou partie, ou de disposer d'aucun bien par ce moyen, et que tout acte de désobéissance sera jugé comme un délit et punissable par l'amende, ou l'emprisonnement, comme il est dit dans l'acte que vos pétitionnaires sont prêts de regarder comme une partie de cette pétition avec le privilège de s'y référer comme s'il était spécifiquement dans la présente.

7—Vos pétitionnaires en outre se plaignent et disent que l'acte No 25 susmentionné a une existence indéfinie et perpétuelle et des franchises et des franchises de corporation devant durer toute cette période, et des facilités contemporaines avec les droits et obligations que la corporation susdite s'était engagée à exécuter. Il y existe une connexion d'une nature et d'un caractère d'un contrat entre [illegible] et [illegible] et [illegible] et